

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 1744

[S — C — 2007/31168]

19 AVRIL 2007. — Ordonnance portant des dispositions diverses en matière de service public de transport en commun urbain dans la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition liminaire*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Création de la société anonyme de droit public Citeo*

Art. 2. Il est créé une société anonyme de droit public, initialement dénommée Citeo. Son capital est initialement détenu par la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (en abrégé STIB) à concurrence de toutes les actions moins une et par la Société régionale d'Investissement de Bruxelles (en abrégé SRIB) pour une action. Le capital ne peut être détenu que par des personnes morales de droit public agréées à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Elle a principalement pour objet la gestion et le développement d'infrastructures nécessaires au service public de transport en commun urbain principalement dans la Région de Bruxelles-Capitale.

En exécution de l'article 15bis de l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, elle peut se voir confier par la STIB des missions de service public en rapport avec son objet social.

Le Gouvernement peut, par concession de service public, mission déléguée ou toute autre relation, confier à Citeo toute mission de gestion et de développement (en ce compris la conception, la construction et l'entretien) d'installations et d'infrastructures, notamment souterraines, destinées au service public de transport en commun urbain.

A cet effet, le Gouvernement est autorisé à constituer tout droit réel au profit de la STIB ou de Citeo.

Le Gouvernement peut, à la demande de Citeo, poursuivre, conformément à la législation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les acquisitions de biens immobiliers nécessaires aux missions de gestion et de développement d'installations et d'infrastructures qui seraient confiées à Citeo, et céder de gré à gré à la STIB ou à Citeo, les biens ainsi acquis par expropriation.

Les articles 101, 102 et 103 de l'ordonnance du 23 février 2006 organique portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, ne sont pas applicables à la constitution de droits réels et à la cession de gré à gré de biens, effectués au profit de la STIB ou de Citeo en vertu des deux alinéas précédents.

Citeo peut faire toutes les opérations généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social et toutes les opérations qui seraient susceptibles d'en favoriser, d'en faciliter ou d'en promouvoir la réalisation.

Son objet est réputé commercial et les actes qu'elle pose sont réputés commerciaux.

Son siège social est établi en Région de Bruxelles-Capitale.

Hormis les dérogations résultant des dispositions de la présente ordonnance ou de ses statuts, Citeo est régie à titre supplétif par le Code des Sociétés et ses arrêtés d'exécution.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 1744

[S — C — 2007/31168]

19 APRIL 2007. — Ordonnantie houdende diverse bepalingen inzake openbare dienst van openbaar stadsvervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekraftigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Oprichting van een naamloze vennootschap van publiek recht Citeo*

Art. 2. Er wordt een naamloze vennootschap van publiek recht opgericht, oorspronkelijk Citeo genaamd. Haar kapitaal is oorspronkelijk in handen van de Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel (afgekort MIVB) ten belope van alle aandelen min één aandeel en van de Gewestelijke Investeringsmaatschappij voor Brussel (afgekort GIMB) voor één aandeel. Het kapitaal kan slechts gehouden worden door publiekrechtelijke rechtspersonen die te dien einde door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zijn erkend.

Ze heeft hoofdzakelijk als doel infrastructuur noodzakelijk voor de openbare dienst van openbaar stadsvervoer, hoofdzakelijk in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te beheren en te ontwikkelen.

In uitvoering van artikel 15bis van de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, mag ze door de MIVB opdrachten van openbare dienst toegewezen krijgen die in verband staan met haar maatschappelijk doel.

Via een concessie van openbare dienst, een gedelegeerde opdracht of een andere relatie, mag de Regering elke opdracht rond het beheer en de ontwikkeling (met inbegrip van de ontwikkeling, de bouw en het onderhoud) van - onder meer ondergrondse - installaties en infrastructuur bestemd voor de openbare dienst van stedelijk openbaar vervoer, aan Citeo toevertrouwen.

Hiertoe is de Regering gemachtigd om zakelijke rechten te creëren ten voordele van de MIVB of Citeo.

De Regering mag, op verzoek van Citeo, conform de wetgeving inzake onteigening ten algemene nutte, de verwerving van onroerende goederen die noodzakelijk zijn voor de beheer- en ontwikkelingsopdrachten inzake installaties en infrastructuur die aan de MIVB of Citeo toevertrouwd zouden worden, voortzetten en de goederen verworven via onteigening onderhands afstaan.

Artikelen 101, 102 en 103 van de organische ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn niet van toepassing op de vestiging van zakelijke rechten en de onderhandse overdracht van goederen, die ten voordele van de MIVB of Citeo uitgevoerd werden, krachtens de twee vorige leden.

Citeo mag alle verrichtingen van enigerlei aard uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, verband houden met haar maatschappelijk doel alsook alle verrichtingen die de verwezenlijking ervan zouden kunnen bevoordelen, vergemakkelijken of bevorderen.

Haar doel wordt geacht commercieel te zijn en de handelingen die ze stelt worden geacht commercieel te zijn.

Haar hoofdzetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Behoudens de afwijkingen die voortvloeien uit de bepalingen van deze ordonnantie of van haar statuten, wordt Citeo aanvullend geregeld door het Wetboek van Vennootschappen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 3. Les organes de Citeo sont :

- 1° l'assemblée générale;
- 2° le conseil d'administration;
- 3° l'administrateur délégué et l'administrateur délégué adjoint.

Art. 4. L'assemblée générale est composée des actionnaires de la société. Chaque action donne droit à une voix, à moins qu'il ne soit créé des actions dépourvues de droit de vote.

L'assemblée générale approuve les comptes annuels. Elle donne décharge au conseil d'administration et au commissaire sur l'exécution de leur mandat.

Les statuts règlent son fonctionnement.

Art. 5. Le conseil d'administration est composé de six membres, dont quatre sont d'expression française et deux d'expression néerlandaise. Il élit en son sein son président et son vice-président qui doivent appartenir à un rôle linguistique différent.

Le chargé de mission du Gouvernement auprès de la STIB assiste aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Trois représentants, nommés par l'assemblée générale sur proposition des trois organisations syndicales les plus représentatives du personnel, assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Les statuts déterminent le fonctionnement et les pouvoirs du conseil d'administration. Les émoluments des administrateurs sont fixés par l'assemblée générale et sont à charge de Citeo.

Le membre du conseil d'administration nommé en remplacement de l'administrateur décédé, démissionnaire, révoqué ou atteint par la limite d'âge fixée dans les statuts, achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 6. Le conseil d'administration élit, en son sein, un administrateur délégué et un administrateur délégué adjoint qui doivent appartenir à un rôle linguistique différent.

L'administrateur délégué et l'administrateur délégué adjoint assurent, chacun pour ce qui le concerne, et selon la répartition des tâches déterminées par les statuts, la direction et la gestion journalière de Citeo. Leurs pouvoirs sont précisés par les statuts.

Art. 7. L'assemblée générale nomme un commissaire pour un terme de trois ans.

Il est choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Les émoluments du commissaire sont fixés par l'assemblée générale et sont à charge de Citeo.

Art. 8. § 1^{er}. Les fonctions d'administrateur, d'administrateur délégué et d'administrateur délégué adjoint de Citeo sont incompatibles avec les mandats ou fonctions de :

- 1° membre du Parlement européen;
- 2° membre de la Chambre des représentants ou du Sénat;
- 3° ministre ou secrétaire d'Etat fédéral;
- 4° membre du Parlement d'une Communauté ou d'une Région;
- 5° ministre ou secrétaire d'Etat d'une Communauté ou d'une Région;
- 6° gouverneur d'une province ou membre de la députation permanente d'un conseil provincial;
- 7° administrateur ou dirigeant de toute entreprise dont l'activité est liée directement ou indirectement à l'activité des transports en commun, à l'exception des entreprises actionnaires de Citeo.

§ 2. Lorsqu'un administrateur contrevient aux dispositions du § 1^{er}, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois à dater de la survenance de l'incompatibilité. A défaut, il est, à l'expiration de ce délai, réputé s'être démis de plein droit de son mandat auprès de Citeo, sans que cette démission ne porte préjudice à la validité juridique des actes qu'il a accomplis ou des délibérations auxquelles il a pris part pendant la période concernée.

Art. 9. Citeo est soumise à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et sur les commissions paritaires ainsi que, au niveau de la constitution des organes de concertation sociale et de représentation du personnel, à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et à la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Art. 3. De organen van Citeo zijn :

- 1° de algemene vergadering;
- 2° de raad van bestuur;
- 3° de afgevaardigd bestuurder en de adjunct-afgevaardigd bestuurder.

Art. 4. De algemene vergadering is samengesteld uit de aandeelhouders van de vennootschap. Elk aandeel geeft recht op één stem, tenzij er aandelen zonder stemrecht worden uitgegeven.

De algemene vergadering keurt de jaarrekening goed. Ze verleent kwijting aan de raad van bestuur en aan de commissaris voor de uitvoering van hun mandaat.

De statuten regelen de werking ervan.

Art. 5. De raad van bestuur is samengesteld uit zes leden waaronder vier Franstaligen en twee Nederlandstaligen. Hij kiest uit zijn leden zijn voorzitter en zijn ondervoorzitter, die tot een verschillende taalrol moeten behoren.

De opdrachthouder van de Regering bij de MIVB woont de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

Drie vertegenwoordigers, benoemd door de algemene vergadering op voorstel van de drie meest representatieve vakbondsorganisaties van het personeel, wonen de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

De statuten bepalen de werking en de bevoegdheden van de raad van bestuur. De emolumenten van de bestuurders worden vastgesteld door de algemene vergadering en zijn ten laste van Citeo.

Het lid van de raad van bestuur dat benoemd is ter vervanging van de overleden, ontslagen of uit zijn ambt ontzette bestuurder of van de bestuurder die de in de statuten vastgelegde leeftijdsgrondgrens heeft bereikt, voltooit het mandaat van diegene die hij vervangt.

Art. 6. De raad van bestuur kiest onder zijn leden een afgevaardigd bestuurder en een adjunct-afgevaardigd bestuurder, die tot een verschillende taalrol moeten behoren.

De afgevaardigd bestuurder en de adjunct-afgevaardigd bestuurder staan in, elk voor wat hem aangaat, en volgens de taakverdeling bepaald in de statuten, voor de leiding en het dagelijks beheer van Citeo. Hun bevoegdheden zijn gepreciseerd door de statuten.

Art. 7. De algemene vergadering benoemt een commissaris, voor een termijn van drie jaar.

Hij wordt gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De emolumenten van de commissaris worden vastgesteld door de algemene vergadering en zijn ten laste van Citeo.

Art. 8. § 1. De functie van bestuurder, afgevaardigd bestuurder, adjunct-afgevaardigd bestuurder van de vennootschap Citeo zijn onverenigbaar met het mandaat of de functie van :

- 1° lid van het Europees Parlement;
- 2° lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers of van de Senaat;
- 3° minister of staatssecretaris op federaal niveau;
- 4° lid van het Parlement van een Gemeenschap of een Gewest;
- 5° minister of staatssecretaris van de Regering van een Gemeenschap of een Gewest;
- 6° gouverneur van een provincie of lid van de bestendige deputatie van een provincieraad;
- 7° bestuurder of hoofd van een bedrijf waarvan de activiteit rechtstreeks of onrechtstreeks gelinkt is met het openbaar vervoer, met uitzondering van de bedrijven die aandeelhouder zijn van Citeo.

§ 2. Wanneer een bestuurder de bepalingen van § 1 overtreedt, is hij gehouden om binnen de drie maanden, te rekenen vanaf het optreden van de incompatibiliteit, zijn mandaat of functie neer te leggen. Doet hij dit niet, dan wordt hij bij het verstrijken van deze termijn geacht zijn mandaat bij Citeo van rechtswege te hebben neergelegd, zonder dat dit ontslag afbreuk doet aan de juridische validiteit van de handelingen die hij uitvoerde of van de beraadslagingen waaraan hij in de betrokken periode deelnam.

Art. 9. Citeo is onderworpen aan de wet van 5 december 1968 op de collectieve arbeidsovereenkomsten en op de paritaire comités alsmede, op het niveau van de samenstelling van de organen voor sociaal overleg en vertegenwoordiging van het personeel, aan de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en aan de wet van 4 augustus 1996 op het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

Art. 10. Les deux commissaires du Gouvernement, désignés par le Gouvernement auprès de la STIB, participent aux réunions du conseil d'administration de Citeo, avec voix consultative.

Si un commissaire du Gouvernement estime qu'une décision du conseil d'administration va à l'encontre de la loi, en particulier de la présente ordonnance, ou de l'intérêt général, il introduit un recours auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans les quatre jours.

Ce délai court à partir du jour où il est informé de la décision prise.

Le commissaire notifie une copie de son recours à Citeo. Si le Gouvernement n'a pas annulé la décision dans un délai de 20 jours, à partir de l'introduction du recours, cette décision devient définitive. Le Gouvernement notifie sans délai l'annulation à Citeo.

Art. 11. A la demande de Citeo, la STIB est habilitée à poursuivre, conformément à la législation en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, les acquisitions de biens immobiliers nécessaires à l'exploitation et au développement des infrastructures du réseau, ces acquisitions ayant été préalablement autorisées par le Gouvernement. La STIB peut apporter ou céder, de gré à gré, à Citeo les biens ainsi acquis par expropriation.

Moyennant l'autorisation du Gouvernement, donnée après avis de la ou des communes concernées, Citeo est habilitée à établir ou faire établir sur les voiries régionales et communales, les équipements nécessaires à l'exploitation et au développement des infrastructures du réseau de service public de transport urbain et leurs accessoires, aux endroits qu'elle détermine.

La commune dispose d'un délai de soixante jours pour notifier son avis.

Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Sans préjudice du droit d'usage dont jouit la STIB sur les voiries en vertu de l'article 16 de l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale, Citeo dispose, à titre gratuit, d'un droit d'usage sur ces mêmes voiries pour les besoins de la gestion et du développement de l'infrastructure du réseau.

Art. 12. Le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à plus d'un an contractés par Citeo et ayant pour objet l'aménagement et le développement d'infrastructures de service public de transport urbain peuvent être garantis par la Région. Le Gouvernement est autorisé à accorder cette garantie, dans les limites des autorisations prévues dans l'ordonnance portant le budget de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE III. — Dispositions modificatives de l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale

Art. 13. L'article 1^{er} de l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale est complété par l'alinéa suivant :

« Hormis les dérogations résultant des dispositions de la présente ordonnance ou des statuts de la Société, celle-ci est régie à titre supplétif par le Code des Sociétés et ses arrêtés d'exécution. »

Art. 14. Dans l'article 2 de l'ordonnance du 22 novembre 1990, le mot « Exécutif » est remplacé par le terme « Gouvernement » et la deuxième phrase par le texte suivant :

« Le Gouvernement arrête les conditions d'exploitation du réseau de service public de transport en commun urbain. Celles-ci comprennent notamment le cahier des charges et les conditions d'utilisation auxquelles sont soumis les usagers de ce service public et le public en général dans ses relations avec ce service public. »

Art. 15. Dans l'article 3, premier alinéa, 2^o de l'ordonnance du 22 novembre 1990, il est inséré après les mots « par la Société » les mots « ou par ses filiales ou concessionnaires ».

Art. 10. De twee regeringscommissarissen, aangeduid door de Regering bij de MIVB, nemen deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur van Citeo. Zij hebben er een raadgevende stem.

Indien een regeringscommissaris vindt dat een beslissing van de raad van bestuur indruist tegen de wet, en in het bijzonder tegen deze ordonnantie, of tegen het algemeen belang, tekent hij beroep aan bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering binnen de vier dagen.

Deze termijn loopt vanaf de dag waarop hij van de genomen beslissing op de hoogte wordt gesteld.

De commissaris betekent Citeo een kopie van zijn beroep. Als de Regering binnen een termijn van 20 dagen vanaf het instellen van het beroep de beslissing niet vernietigd heeft, dan wordt deze beslissing definitief. De vernietiging wordt onverwijd door de Regering aan Citeo betekend.

Art. 11. Op verzoek van Citeo is de MIVB gemachtigd, overeenkomstig de wetgeving op de onteigening van openbaar nut, de verwervingen door te voeren van onroerende goederen die noodzakelijk zijn voor de uitbating en de ontwikkeling van de infrastructuur van het net. De Regering moet deze evenwel vooraf hebben goedgekeurd. De MIVB kan de aldus door onteigening verworven goederen inbrengen of onderhands overdragen aan Citeo.

Na de toelating van de Regering, gegeven na advies van de betrokken gemeente(n), is Citeo gemachtigd op de gewest- en gemeentewegen over te gaan of te laten overgaan tot het aanbrengen van de uitrusting die noodzakelijk zijn voor de exploitatie en de ontwikkeling van de infrastructuur van het openbare dienstnet van stadsvervoer en de toebehoren ervan, op de plaatsen die zij bepaalt.

De gemeente beschikt over een termijn van zestig dagen om haar advies te betekenen.

Na het verlopen van deze termijn, wordt het advies als gunstig beschouwd.

Zonder afbreuk te doen aan het gebruiksrecht van de wegen dat de MIVB heeft krachtens artikel 16 van de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, beschikt Citeo kosteloos over een gebruiksrecht van diezelfde wegen voor de behoeften van het beheer en de ontwikkeling van de infrastructuur van het net.

Art. 12. De dienst van de interessen en de aflossing van de schulden op meer dan één jaar, aangegaan door Citeo en die als doel hebben de inrichting en de ontwikkeling van openbare dienstinfrastructuur voor stadsvervoer, kunnen door het Gewest gewaarborgd worden. De Regering is gemachtigd deze waarborg te verlenen binnen de grenzen van de machtigingen opgenomen in de ordonnantie houdende de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Art. 13. Artikel 1 van de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt aangevuld door het volgende lid :

« Behoudens de afwijkingen voortvloeiend uit de bepalingen van deze ordonnantie of van de statuten van de Maatschappij, wordt deze aanvullend geregeld door het Wetboek van Venootschappen en de uitvoeringsbesluiten ervan. »

Art. 14. In artikel 2 van de ordonnantie van 22 november 1990, wordt het woord « Executieve » vervangen door het woord « Regering » en de tweede zin door de volgende tekst :

« De Regering legt de exploitatievoorwaarden van het openbare dienstnet van openbaar stadsvervoer vast. Deze bevatten onder meer het lastenkohier en de gebruiksvoorraarden waaraan de gebruikers van deze openbare dienst en het publiek in het algemeen in zijn verhoudingen met deze openbare dienst onderworpen zijn. »

Art. 15. In artikel 3, eerste lid, 2^o van de ordonnantie van 22 november 1990, worden na de woorden « door de Maatschappij », de woorden « of door haar dochtermaatschappijen of concessiehouders » toegevoegd.

Art. 16. Dans l'article 3, premier alinéa, 3^e de l'ordonnance du 22 novembre 1990, il est inséré après les mots « ces objectifs » les mots « par la Société ou ses filiales ou concessionnaires ».

Art. 17. Dans l'article 10, premier alinéa, de l'ordonnance du 22 novembre 1990, les mots « chaque année » sont remplacés par les mots « tous les trois ans ».

Art. 18. Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'ordonnance du 22 novembre 1990 :

« Art. 15bis. La Société peut, par une concession de service public, confier à la société anonyme de droit public Citeo, créée par l'ordonnance du 19 avril 2007, la gestion et le développement de tout ou partie de l'infrastructure du réseau de service public de transport en commun urbain qu'elle exploite en exécution de la présente ordonnance.

En exécution de ce contrat de concession, la Société peut faire à Citeo un apport de branche d'activités portant sur tout ou partie des moyens matériels et humains qui sont actuellement affectés par la Société à la gestion et au développement du réseau de service public de transport en commun urbain qu'elle exploite.

Cet apport est rémunéré par l'octroi à la STIB de nouvelles actions représentatives du capital social de Citeo. »

Art. 19. Dans l'article 16 de l'ordonnance du 22 novembre 1990, l'alinéa suivant est inséré entre les premier et deuxième alinéas :

« La Société peut également poursuivre ces expropriations à la demande de ses filiales ou de ses concessionnaires. Elle peut leur apporter ou leur céder, de gré à gré, les biens acquis par expropriation. »

Art. 20. La deuxième phrase de l'article 18 de l'ordonnance du 22 novembre 1990 est remplacée par la phrase suivante :

« Le Gouvernement fixe de même le montant de la surtaxe que la Société peut réclamer aux personnes, utilisatrices des services de la Société ou des installations qu'elle gère, qui ne respectent pas les conditions d'exploitation visées à l'article 2 de la présente ordonnance. »

Art. 21. Un article 18bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'ordonnance du 22 novembre 1990 :

« Art. 18bis. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à ériger en infraction administrative les comportements qui, en violation des conditions d'exploitation visées à l'article 2 de la présente ordonnance, sont de nature à entraver le bon fonctionnement du service de transport, ou à porter préjudice aux usagers du réseau de service public de transport en commun urbain, à leur auteur, à la Société ou à ses filiales ou concessionnaires.

Ces infractions sont punissables d'une amende administrative, selon une échelle fixée par le Gouvernement, qui ne peut excéder 500 EUR.

Au 1^{er} janvier de chaque année, ce montant de 500 EUR sera automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation.

§ 2. Le Gouvernement désigne parmi les membres de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, les fonctionnaires habilités à prononcer les amendes administratives visées au § 1^{er}.

Le Gouvernement désigne également les membres du personnel de la Société habilités à constater ces infractions. La personne visée par un constat d'infraction administrative doit se voir notifier ce constat par pli recommandé à la poste et doit être informée de l'amende qu'elle risque d'encourir. Elle peut faire valoir ses observations par écrit. Elle peut demander à être entendue par le fonctionnaire habilité à prononcer l'amende administrative.

L'amende administrative est fixée dans le respect du principe de proportionnalité et en tenant compte d'une éventuelle récidive.

Art. 16. In artikel 3, eerste lid, 3^e van de ordonnantie van 22 november 1990, worden na de woorden « deze doelstellingen », de woorden « door de Maatschappij of haar dochtermaatschappijen of concessiehouders » toegevoegd.

Art. 17. In artikel 10, eerste lid van de ordonnantie van 22 november 1990, worden de woorden « elk jaar » vervangen door de woorden « om de drie jaar ».

Art. 18. Een als volgt opgesteld artikel 15bis wordt in de ordonnantie van 22 november 1990 toegevoegd :

« Art. 15bis. De Maatschappij mag door een concessie van openbare dienst, aan de naamloze vennootschap van publiek recht Citeo, opgericht bij ordonnantie van 19 april 2007, het beheer en de ontwikkeling toevertrouwen van de volledige of gedeeltelijke infrastructuur van het openbare dienstnet van openbaar stadsvervoer dat zij uitbaat, in uitvoering van deze ordonnantie.

In uitvoering van deze concessieovereenkomst, mag de Maatschappij aan Citeo een inbreng van bedrijfstak doen met betrekking tot het geheel of een gedeelte van de materiële en menselijke middelen die momenteel door de Maatschappij zijn toegewezen aan het beheer en de ontwikkeling van het openbare dienstnet van openbaar stadsvervoer dat zij uitbaat.

Deze inbreng wordt vergoed door de toekenning aan de MIVB van nieuwe aandelen in het maatschappelijk kapitaal van Citeo. »

Art. 19. In artikel 16 van de ordonnantie van 22 november 1990, wordt het volgende lid tussen het eerste en tweede lid ingevoegd :

« De Maatschappij mag deze onteigeningen eveneens doorvoeren op verzoek van haar dochtermaatschappijen of haar concessiehouders. Ze mag hun de door onteigening verworven goederen inbrengen of onderhands overdragen. »

Art. 20. De tweede zin van artikel 18 van de ordonnantie van 22 november 1990, wordt door de volgende zin vervangen :

« De Regering is eveneens gemachtigd om het bedrag te bepalen van de toeslag die de Maatschappij kan eisen van de personen, gebruikers van de diensten van de Maatschappij of van de installaties die zij beheert, die de exploitatievoorraarden bedoeld in artikel 2 van deze ordonnantie niet naleven. »

Art. 21. Een als volgt opgesteld artikel 18bis wordt in de ordonnantie van 22 november 1990 toegevoegd :

« Art. 18bis. § 1. De Regering is gemachtigd om de gedragingen, tot administratieve overtreding te verheffen, die bij overtreding van de exploitatievoorraarden bedoeld in artikel 2 van deze ordonnantie de goede werking van de vervoersdienst belemmeren of de gebruikers van het openbare dienstnet van stadsvervoer, de dader, de Maatschappij, de zustermaatschappijen of concessiehouders benadelen.

Deze overtredingen zijn strafbaar met een administratieve boete die, volgens een schaal vastgelegd door de Regering, niet hoger mag zijn dan 500 EUR.

Ieder jaar op 1 januari, zal het bedrag van 500 EUR automatisch en van rechtswege geïndexeerd worden op basis van het indexcijfer van de consumptieprijs dat zes weken voor de datum van de indexering gold.

§ 2. De Regering stelt onder de leden van het Bestuur Uitrusting en Vervoer van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de ambtenaren aan die gemachtigd zijn de administratieve boetes op te leggen, bedoeld in § 1. De Regering duidt eveneens de personeelsleden van de maatschappij aan, die gemachtigd zijn deze overtredingen vast te stellen.

Aan de persoon aangewezen door een vaststelling van administratieve overtreding moet deze vaststelling betekend worden bij een ter post aangetekende brief en moet ingelicht worden over de boete die hij kan oplopen. Hij kan zijn opmerkingen schriftelijk indienen. Hij mag verzoeken gehoord te worden door de ambtenaar bevoegd voor het opleggen van de administratieve boete.

De administratieve boete wordt vastgelegd in naleving van het principe van proportionaliteit en rekening houdend met een eventuele recidive.

La décision du fonctionnaire est notifiée au contrevenant par pli recommandé à la poste. En cas de défaut de paiement de l'amende dans les deux mois de la notification de la décision, l'amende peut être recouvrée par contrainte. La contrainte est visée et déclarée exécutoire par le fonctionnaire désigné à cet effet par le Gouvernement. Elle est notifiée par lettre recommandée à la poste. Elle est régie par les dispositions contenues dans la cinquième partie du Code judiciaire relative à la saisie conservatoire et aux voies d'exécution.

Les amendes sont perçues au bénéfice de la Société. L'imposition d'une amende administrative ne porte pas atteinte au droit de la Société de réclamer réparation du préjudice qu'elle aurait subi du fait de l'infraction.

Une amende administrative ne peut être prononcée au-delà d'un délai de six mois à compter du jour de la constatation de l'infraction.

§ 3. Pour les infractions désignées par le Gouvernement, le contrevenant ou la Société, en cas de décision de ne pas infliger une amende administrative, peut introduire un recours par requête écrite auprès du tribunal de police, selon la procédure civile, dans le mois de la notification de la décision.

Le tribunal de police peut soit confirmer, soit réformer la décision du fonctionnaire.

La décision du tribunal de police n'est pas susceptible d'appel.

L'introduction du recours visé au premier alinéa suspend le cours du délai visé au § 2, dernier alinéa. »

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et entrée en vigueur

Art. 22. L'indexation visée à l'article 21 sera appliquée pour la première fois le 1^{er} janvier 2008.

Art. 23. La présente ordonnance entre en vigueur le 31 mars 2007, à l'exception des articles 20 et 21 de la présente ordonnance, qui entreront en vigueur le dixième jour après celui de la publication de la présente ordonnance au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 avril 2007.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propriété publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Energie et de la Politique de l'Eau,

Mme E. HUYTEBROECK

—
Note

(1) Session ordinaire 2006-2007.

Documents du Parlement. — Projet d'ordonnance, A-348/1. — Rapport, A-348/2. — Amendement après rapport, A-348/3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 30 mars 2007.

De beslissing van de ambtenaar wordt aan de overtreder bekendgemaakt bij een ter post aangetekende brief. Ingeval de boete niet betaald wordt binnen de twee maanden na de betrekking van de beslissing, mag de boete bij dwangbevel gevorderd worden. Het dwangbevel wordt geviseerd en uitvoerbaar verklaard door de daartoe door de Regering aangestelde ambtenaar. Het wordt betekend bij een ter post aangetekende brief. Het wordt geregeld door de bepalingen opgenomen in het vijfde deel van het *Gerechtelijk Wetboek* met betrekking tot het conservatoir beslag en de uitvoeringsmiddelen.

De boetes worden geïnd ten voordele van de Maatschappij. Het opleggen van een administratieve boete doet geen afbreuk aan het recht van de Maatschappij op het eisen van herstel van de schade die ze door de overtreding zou hebben geleden.

Een administratieve boete mag niet uitgesproken worden na een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de dag waarop de overtreding vastgesteld is.

§ 3. Voor de inbreuken aangeduid door de Regering kan de overtreder, of de Maatschappij in het geval van een beslissing tot het niet opleggen van een administratieve boete, binnen een termijn van één maand vanaf de kennisgeving van de beslissing, bij verzoekschrift een beroep instellen bij de politierechtbank volgens de burgerlijke procedure.

De politierechtbank kan de beslissing van de ambtenaar hetzij bevestigen hetzij herzien.

Geen hoger beroep staat open tegen de beslissing van de politierechtbank.

De instelling van het beroep voorzien in het eerste lid schorst de termijn bedoeld in § 2, laatste lid. »

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen en inwerkingtreding

Art. 22. De indexering bedoeld in artikel 21 zal voor de eerste keer worden toegepast op 1 januari 2008.

Art. 23. Deze ordonnantie wordt van kracht op 31 maart 2007, met uitzondering van de artikelen 20 en 21 die van kracht worden de tiende dag na publicatie van deze ordonnantie in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 april 2007.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Leefmilieu, Energie en Waterbeleid,

Mevr. E. HUYTEBROECK

—
Nota

(1) *Gewone zitting* 2006-2007.

Documenten van het Parlement. — Ontwerp van ordonnantie, A-348/1. — Verslag, A-348/2. — Amendement na verslag, A-348/3.

Integraal verslag. — Besprekking en aanneming. Vergadering van vrijdag 30 maart 2007.